Extrait du Le Vénissian

https://levenissian.fr/Fier-e-s-d-etre-communistes,20

Une autre base commune pour le 33ème congrès

Fier(e)s d'être communistes

- S'organiser... - FV&R le PCF ! -

Date de mise en ligne : lundi 2 janvier 2006

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

1 - La forme financière de l'exploitation capitaliste

L'exploitation du travail humain manuel et intellectuel demeure la source de toutes les richesses.
Les mécanismes financiers permettent d'étendre cette exploitation à l'ensemble de la planète.
Il existe une autre mondialisation, celle de la solidarité et de la fraternité, la mondialisation de la classe ouvrière et de la lutte des classes qui appelle un nouvel ordre mondial.

Le capitalisme occidental prétend dominer le monde et dicter sa loi partout, la loi d'un marché qui lamine la diversité dans laquelle l'humanité s'est développée, qui traite sur le même plan les biens matériels, les biens culturels, les sites naturels. Le capitalisme prétend placer l'ensemble des relations humaines sous l'emprise d'implacables mécanismes technocratiques, policiers, militaires et de communication.

Une quinzaine d'années après l'effondrement du système bureaucratique des pays socialistes européens, non seulement il n'a réglé aucun des graves problèmes qui minent la planète : faim, inégalités, environnement, épidémies, analphabétisme mais il les a aggravés allant jusqu'à porter la guerre et attiser les tensions internationales. Le capitalisme ne respecte ni les civilisations, ni les nations, ni les cultures, ni, surtout, les êtres humains et leur planète terre. Son expansion a fait naître d'immenses zones de misère, de famine et de mort lui conférant un caractère monstrueux.
Cette mondialisation capitaliste n'a pu se développer que par l'exploitation à l'échelle mondiale de la classe ouvrière, des salariés en général, portant la lutte des classes sur la planète entière. La forme financière de l'exploitation capitaliste qui s'est imposée depuis les années 1970 a pu laisser croire que la classe ouvrière avait disparu et donc que la lutte des classes n'avait plus lieu d'être. Ce sentiment a été renforcé par l'évolution des technologies donnant l'impression que la machine allait se substituer au travail vivant.

Dans le capitalisme que décrivait Marx, le détenteur des capitaux devait acheter des matières premières, construire des usines, embaucher des salariés pour produire des biens et récupérer le profit en vendant ces biens sur le marché. Le face à face patrons/ouvriers était tangible. La contradiction capital/travail avait forme humaine.
L'exploitation du travail vivant demeure la loi d'airain du capitalisme, la source de toutes les richesses.

Mais aujourd'hui, un capitaliste peut investir ses milliards à la bourse de Paris, Tokyo, New York pour faire « travailler » son argent en Malaisie, au Mali, au Chili. L'actionnaire d'une entreprise installée dans un coin reculé de la France peut être ressortissant des États-Unis, de Finlande ou de Russie. Pour le petit monde de ceux qui détiennent le capital, qu'importe la production, la façon dont elle est menée et même ce qu'elle produit, pourvu que ça se vende et que ça rapporte. Seuls comptent les dividendes.

Le capitalisme exploite dans le monde des centaines de millions d'être humains pour accumuler des profits fabuleux. Cette extension du capitalisme s'est faite pour une large part vers les pays du sud : Asie, Afrique, Amérique centrale et latine, où il fait travailler hommes, femmes, enfants, dans des conditions souvent inhumaines, au mépris des valeurs humanistes dont il se targue pourtant d'être le champion. Il exploite avec un cynisme total des populations qui ont encore peu d'expérience de la lutte des classes et qui sont contraintes de vendre leur travail à bas prix pour survivre. Ce faisant, il délaisse la production dans les pays occidentaux qui furent son berceau. Aux USA, moins de la moitié de l'activité économique est consacrée à
la production industrielle.

En France et en Europe, les politiques et les majorités successives de droite comme de gauche ont largement accompagné cette évolution du capitalisme en poussant à l'extrême le libéralisme. La social-démocratie n'est pas en

Copyright © Le Vénissian

reste. Même l'idée qu'il suffirait de prélever sur les profits financiers de quoi compenser les dégâts humains, sociaux et pour l'environnement qu'engendre le capitalisme n'est plus mise en avant par la plupart des partis sociaux-démocrates. Les méfaits du capital ont toujours plusieurs longueurs d'avance sur les politiques sociales même les mieux orientées. Nous sommes bien là au coeur du choix politique crucial pour notre pays. Poursuivre les politiques menées depuis 30 ans, c'est s'enfoncer dans l'impasse.

Les violences urbaines, miroir de la société française, ont donné un avant-goût du chaos dans lequel peut plonger notre pays si le désespoir devait gagner du terrain dans les milieux populaires et la jeunesse.

Notre peuple vit une insécurité sociale croissante. La plupart des catégories sociales sont confrontées à la précarisation de leurs conditions de vie et de travail : chômage, éclatement du collectif de production.
Le statut d'ouvrier est bouleversé, dévalorisé. La catégorie des ouvriers professionnels est effacée. L'emploi précaire devient la règle avec les CDD, l'intérim, les contrats « nouvelle embauche », la multiplication des statuts. Des régions entières désindustrialisées sont frappées par le désespoir. Le sentiment angoissant que l'on ne peut plus vivre de son travail grandit. Le nombre de travailleurs pauvres s'accroît.

Ce sentiment est aggravé par la défausse des dirigeants politiques qui se déclarent impuissants face aux délocalisations sauvages jusque dans leur forme la plus crapuleuse, celles pratiquées par les patrons voyous.
Plus les impératifs financiers prennent le pas dans la marche des entreprises, plus les conditions de travail se détériorent, La peur de l'avenir et du chômage est devenue une donnée permanente de la vie au travail qui s'ajoute à l'usure physique qu'engendrent des rendements toujours plus exigeants, la tyrannie d'une course constante aux gains de productivité financière. Le harcèlement physique et psychologique est devenu pratique courante. Sont concernés, à présent, aussi bien les travailleurs manuels qu'intellectuels, ingénieurs, techniciens. Les plus âgés sont désorientés, les plus jeunes, en perte d'identité et de confiance en soi.

La « modernisation » de l'appareil productif s'est faite avec la généralisation des préretraites à 55, 56 ans avec l'individualisation des salaires et des évolutions de carrière. Tout cela a contribué à la mise en pièce du collectif de travail. Les ouvriers, les employés qui dans leur grande masse font partie du salariat d'exécution, sont souvent privés de représentation collective.

La question du pouvoir d'achat, de la sécurité quotidienne et plus encore de la sécurité sociale font partie plus que jamais des préoccupations d'actualité prégnantes. C'est bien tout cela qui s'est trouvé révélé, pour une part, avec les événements du mois de novembre 2005.

2 - La politique du capitalisme : désespérer le peuple de la politique

Les politiques menées en France depuis 1974 par Giscard, Mitterrand, Chirac ont échoué du point de vue des promesses annoncées. Mais elles ont atteint leur objectif véritable : désespérer le peuple de la politique, le convaincre de renoncer à ses aspirations pour une autre société et laisser les mains libres aux riches, aux actionnaires, aux spéculateurs, aux boursicoteurs.

Au milieu des années 1970, s'est opéré un tournant politique en France et en Europe. Après la disparition du président Pompidou, Giscard a signé l'arrêt de mort de la politique industrielle de la France, de l'encadrement des prix. Il a lancé le pays à fond dans l'intégration européenne avec son pendant régional : les eurorégions. Ce n'est pas un hasard s'il fut, 30 ans plus tard, le rédacteur de la constitution européenne que les Français ont rejetée. Le libéralisme qu'il a mis en oeuvre à partir de 1974, traduit la suprématie du capitalisme

Copyright © Le Vénissian

financier et la domination exclusive de ses critères sur la vie politique française. Les résultats n'ont pas tardé : chômage, vie chère, misère naissante. Les Français ont sanctionné sans appel cette politique, en 1981. Mais deux ans après leur arrivée au pouvoir, François Mitterrand et le Parti socialiste ont tourné le dos à leurs engagements et se sont engagés sur la voie ouverte par Giscard.

Il y a 20 ans, le comité central du Parti communiste français a analysé ce virage comme la mise en oeuvre d'une pédagogie du renoncement au changement de société : on promet avant les élections puis on se retranche derrière les « réalités » pour ne pas tenir ses promesses. Cette pédagogie est une constante de la politique social-démocrate, depuis les années Mitterrand. En avril 1997, Jospin se prononce contre la fermeture de Renault Vilvorde. Mais arrivé au pouvoir, il laisse s'opérer le mauvais coup. Ainsi, durant ces trente dernières années, avec des gouvernements de droite et de gauche, au nom de la « fatalité » ou du réalisme économique, la France a perdu son charbon, son acier, les 3/4 de sa construction navale, le surgénérateur de Creys-Malville, pour prendre un exemple industriel qui était pourtant particulièrement porteur d'avenir. Jusqu'au tristement célèbre exemple de Michelin, lorsque Jospin a dégagé la responsabilité de l'État face aux licenciements annoncés.

S'il y a « échec » du point de vue des promesses, la pédagogie, elle, est un succès. La succession d'alternances a ruiné les espoirs de notre peuple. Découragés, dégoûtés, les milieux populaires se sont retirés en masse de la scène politique. Le Parti communiste français a dérapé, acceptant de participer à la mise en oeuvre de politiques pourtant si durement contraires aux intérêts du peuple. Il en a payé le prix fort en termes d'effectifs et d'électorat.

Nous en sommes là aujourd'hui. Pour sortir du piège infernal d'alternances vides de contenus, il faut procéder à une critique radicale des politiques menées depuis trente ans. Cette critique du passé reste à faire collectivement pour éclairer les orientations futures du PCF. Le Parti socialiste n'a pas fait ce choix lors de son congrès. Le Parti communiste français y parviendra-t-il ? Il ne faut pas se cacher derrière son petit doigt. Face à la gravité de la situation, sans cette critique et ce changement radical, sans la reprise du combat, la gauche ne peut courir qu'à sa ruine en aggravant un peu plus le désespoir de notre peuple.

Rappelons-nous des précédents historiques : dans les années 1910, la politique de démission de la presque totalité des partis sociaux-démocrates et socialistes - ce fut le cas en France - a contribué à justifier la première guerre mondiale, 1914-1918, qui fut une guerre impérialiste pour le partage du monde, pour la redistribution des colonies et des zones d'influence du capital financier.

3 - Produire en France : une nouvelle forme de croissance

En trente ans, le tissu industriel et productif de la France a été saccagé. La bataille pour produire en France devient un des enjeux premiers de la lutte des classes aujourd'hui pour avancer sur la voie d'une autre société.
Le capitalisme devient de plus en plus agressif, mais ses effets négatifs sont de plus en plus visibles. Certains grands chefs d'entreprises et intellectuels de renom s'inquiètent à voix haute pour son devenir. Ses méfaits sont de mieux en mieux perçus et identifiés par les milieux populaires et professionnels, de même que les largesses insolentes qu'il accorde aux fortunés. Le peuple de France supporte de plus en plus mal les inégalités grandissantes.
La question de l'intervention politique dans la vie économique est posée aujourd'hui avec une acuité grandissante.

La France a besoin d'une nouvelle politique économique, d'une nouvelle politique industrielle, d'une autre conception de la croissance. Il faut une maîtrise publique de l'investissement orientée vers la production et l'emploi. S'il ne peut être question de rééditer à l'identique l'expérience des nationalisations de l'après-guerre, il n'y a aucune raison de ne

Copyright © Le Vénissian

pas s'en inspirer.

La France n'est pas un pays de rentiers. Il est choquant d'entendre sans cesse dire que les Français ne veulent plus travailler. Nos compatriotes veulent travailler et recevoir le fruit de leurs efforts. Notre pays garde une vocation industrielle, technologique et agricole. Il est l'une des toutes premières puissances mondiales.

Il faut remettre le travail au coeur de toute l'architecture de notre projet politique pour la France. Notre conception de la révolution, c'est d'inverser le rapport des forces entre le capital et le travail.
« Produire en France » n'est une idée ringarde que pour les actionnaires, les accrocs de la finance, les nantis.
« Produire en France », c'est une idée porteuse d'avenir, une idée rassembleuse, une idée réalisable sans délai, une idée qui peut mobiliser dans les luttes, dans les institutions, tant pour dire stop aux délocalisations que mettre en oeuvre des re-localisations. « Produire en France », c'est un appel d'air pour une refonte de notre système éducatif, un appel d'air pour relancer en grand la recherche, l'innovation.

« Produire en France », c'est le moyen efficace pour conserver, moderniser, enrichir les avancées sociales conquises en France, c'est redonner espoir et dignité à des millions de salariés, de chômeurs, de jeunes. « Produire en France », c'est remettre enfin les comptes de l'État sur des bases saines en supprimant les déficits publics par le plein-emploi et une protection sociale redevenue exemplaire au profit des citoyens de toute condition.

« Produire en France », c'est s'ouvrir à des coopérations internationales fécondes. C'est imaginer des avancées d'une ampleur comparable à celles de 1936, 1945, avec le Conseil national de la Résistance et 1968.

Copyright © Le Vénissian